

Pour une éducation civique

Éducation civique - En écho à l'article de Raymond TORAILLE publié dans la Lettre n°37 .

En France, nous sommes friands de ces coups de baguette magique, qui par un simple changement de terme, sont censés transformer les choses. Depuis qu'Edouard Herriot a rebaptisé *Education Nationale* ce qui n'était que l'*Instruction publique*, le conflit entre les tenants des deux conceptions sous-jacentes de l'enseignement, loin de s'être apaisé, resurgit périodiquement, et actuellement fait de nouveau couler des flots d'encre et de salive. L'enseignant ne doit-il que dispenser des savoirs, ou également s'atteler aux savoir-faire, voire aux savoir-être ?

Je n'ai pas l'intention de rouvrir ici ce débat général. Mais quand on se penche sur l'*Instruction Civique*, ou encore (est-ce synonyme ?) sur l'*Education à la Citoyenneté*, il devient crucial de préciser où l'on veut aller. Paul VALÉRY, dans un texte (1) qui, malgré ses 70 ans, reste en majeure partie d'une étonnante actualité, s'insurgeait déjà contre l'inconséquence avec laquelle on statuait sur les modalités et le contenu de l'enseignement sans s'interroger au préalable sur le "produit fini" qu'on souhaitait obtenir.

Croit-on vraiment que le désintérêt (litote!) pour le politique, si largement manifesté par les jeunes, résulte d'un manque de connaissances sur le fonctionnement de nos institutions ? S'agit-il de faire connaître aux élèves les valeurs de la démocratie, de même qu'un ethnologue chercherait à connaître les valeurs de telle peuplade amérindienne?

L'exposé de M. TORAILLE est très complet. Son exhaustivité même masque quelque peu les priorités.

Dans une pseudo démocratie (2) comme la nôtre, l'instruction civique me paraît de peu d'intérêt. Si l'esprit civique est présent, chacun aura tôt fait d'acquérir les connaissances utiles. Et sinon, à quoi bon ?

Mais comment faire naître l'esprit civique ? Le meilleur moyen est de le faire vivre dans le concret ; c'est-à-dire d'appliquer cet esprit à la gestion de tous les problèmes qui peuvent se poser dans la vie collective, et singulièrement dans le cadre scolaire, à l'échelle d'une classe ou d'un établissement ; il s'agit de faire vivre la démocratie, pour faire contrepoids à la triste image qu'en offre le monde politique.

C'est bien là ce que préconisent les textes officiels français (cités dans le chapeau de votre article) et européens, et aussi M. TORAILLE.

Mais encore faut-il dominer l'outil.

Là encore le risque est grand de tomber dans le formalisme et les simulacres, même avec les meilleures intentions. Il faut apprendre et pratiquer le débat véridique, tant ignoré dans nos habitudes, politiques ou autres.

Je suis offusqué à l'audition de la plupart des débats qu'il m'est donné d'entendre, lors de réunions ou à la radio, notamment, mais non exclusivement, dans le champ politique. Ce qui manque, ce ne sont ni les connaissances, ni les compétences rhétoriques; c'est **l'intérêt pour le point de vue de l'autre**. La prise de parole ressemble à une prise de pouvoir, le but est d'asséner ses idées, non de connaître celles de l'autre, présumées sans intérêt. On se coupe la parole, on cherche à dominer l'adversaire par le volume sonore ou par le temps de parole. Il s'agit de convaincre, ou même plutôt de vaincre,

non d'écouter. Ou du moins ne s'agit-il là que d'une écoute négative : le temps de happer ce qui permet d'alimenter la riposte.

Ces faux débats, successions de monologues, où chacun cherche moins à apprendre de l'autre qu'à bâtir sa réplique, n'aident en rien à la prise d'une décision qui soit éclairée par les aspects multiples de la question posée. Chacun se cantonne dans son point de vue, sans progresser vers une appréciation plus large, plus ouverte. C'est là un exercice de style dérisoire, car inopérant. Quand une décision est en jeu, au lieu de se rapprocher (même modestement) d'un consensus, on débouche finalement soit sur la cacophonie, soit sur les cotes mal taillées, soit enfin sur le rituel du vote, qui ne fait souvent qu'autoriser l'oppression de la minorité par la majorité (quand ce n'est pas en fait une minorité qui impose sa volonté à la majorité réelle !).

Il ne faut donc pas s'étonner que le débat ait mauvaise presse, vu plus comme un jeu de joutes oratoires que comme un moyen de faire mûrir une question et de favoriser une décision démocratique. Non seulement la pratique du débat véridique n'est pas innée, mais plus gravement elle n'est non plus transmise par notre culture, par la simple expérience quotidienne de la vie dans notre société. **Donc, l'alternative est simple : ou bien on y renonce, ou bien on tente de l'enseigner.**

Nombreux sont les pédagogues qui ont explicité ces caractères du débat véridique et les moyens d'y parvenir ; opposant notamment ce que, suivant une terminologie contestable, car restrictive, mais parlante, certains nomment "*débat scientifique*" et "*débat médiatique*" (3).

La technique du débat véridique est simple, et consiste surtout en une discipline de la prise de parole, et aussi en l'usage fréquent du "feed back" et de la reformulation, afin de s'assurer d'une bonne compréhension. Mais l'essentiel n'est pas là. Plus important est de ne débattre que sur des sujets d'intérêt réel pour les participants, de ne pas tomber dans l'exercice de rhétorique vide et artificiel. Mais ceci ne constitue encore que le squelette de cet apprentissage. Ce qui est vraiment fondamental, c'est de développer une authentique pédagogie de l'Écoute ; écoute positive, bienveillante, où chacun cherche à enrichir sa pensée de l'apport de l'autre.

Cette importance du débat n'a pas échappé à l'administration de l'Éducation Nationale. Bien des textes récents mettent au programme officiel l'*Éducation au débat* ; votre article le rappelle. D'autres les commentent, les enrichissent, en explicitent la pédagogie. Mais aussi, comme d'ordinaire en France, tels les gens de qualité de Molière, qui savent tout sans avoir jamais rien appris (4), les enseignants sont censés dans l'instant même et sans autre formation faire face à ces nouvelles obligations. On voudrait saboter cette innovation qu'on ne procéderait pas autrement.

Ce qui n'est pas suffisamment admis, c'est que le *débat véridique*, loin d'être un ingrédient annexe de la démocratie, et donc de la formation civique, en est un constituant essentiel.

Dans les "*Évidences*" occidentales, la notion même de démocratie est liée à la pratique du vote et au pouvoir légitime de la majorité. Parmi les penseurs qui ont dégagé à quel point cette vue est erronée et nocive, un des plus prestigieux est Amartya SEN (5). Il a montré que par le monde existaient bien des pratiques très différentes, tout aussi démocratiques, mais non reconnues comme telles par nous, car ne s'exerçant pas via le vote et le pouvoir de la majorité. Pour lui, la démocratie doit être définie beaucoup plus largement, comme "*exercice de la raison publique*", pour reprendre l'expression de John

Rawls. Ce concept plus large englobe la possibilité donnée aux citoyens de participer au débat politique et d'être ainsi en mesure de peser sur les décisions publiques. Il a établi combien notre conception restrictive entraînait de déboires aussi bien au sein même des démocraties occidentales que dans leurs rapports avec les autres nations et cultures (6). Perrenoud, déjà cité, qui, pour être pédagogue, n'en est pas moins citoyen, insiste dans le même sens : "*Chaque fois qu'on passe au vote avant d'avoir entendu les arguments des uns et des autres et d'en avoir débattu sérieusement, on affaiblit la démocratie.*"(7) Quand une équipe au pouvoir, élue dans les règles, sans prendre le risque d'un débat véridique avec des personnes concernées, prend une décision qu'elle sait contraire au vœu de la majorité des citoyens, peut-on vraiment parler de *démocratie*?

Je ne suis pas naïf au point de croire, ni que "l'Éducation au débat véridique" rende chaque citoyen ouvert et honnête, ni que la pratique du débat véridique permette d'aplanir toute dissension et de déboucher sur un consensus. Je crois en revanche que **cette pratique permet toujours**, quand tous les participants jouent le jeu, **de mieux surmonter la complexité du réel, d'éviter l'enfermement dans un angle de vue restreint, de diminuer l'hostilité, et, pour la collectivité, d'aboutir à des décisions mieux acceptées**, même si on ne parvient pas au consensus idéal.

Pour en revenir à l'Éducation civique, je pense qu'il se dessine une priorité indubitable : **former les enseignants à la pratique du débat véridique**, pour qu'ils puissent eux-mêmes y former leurs élèves, à tous les niveaux. Sans quoi, une fois de plus, nous ne dépasserons pas les vœux pieux.

PS 1 : Les idées exposées ici n'ont aucune prétention à l'originalité. Elles ont été largement énoncées et argumentées par nombre de gens éminents, et reprises dans les instructions officielles françaises et dans les documents du Conseil de l'Europe. En revanche, on ne peut qu'être frappé par la résistance qui s'oppose à leur diffusion. C'est pourquoi je ne crois pas inutile de les réexposer ici.

PS 2 : C'est volontairement que j'ai ignoré le problème spécifique d'une Éducation civique européenne. Comme le dit M. TORAILLE, le civisme est une attitude globale. Que ce soit au niveau de la famille, de l'entreprise, de la ville, du pays ou d'une entité supra nationale, l'esprit civique est un, et l'Éducation qui y prépare est la même. Tout au plus, si certains pays cultivent un esprit plus authentiquement démocratique que nous, pourrions-nous nous inspirer utilement de leur pratique. Mais pas seulement en Europe.

Docteur Alfred MEYER
Radiologue

¹ Le bilan de l'intelligence in Variété III. Ed. Pléiade, I, p. 1058 & sq, notamment p. 1073 & sq

² J'entends par là un régime qui respecte les formes, mais non l'esprit, de la démocratie.

³ Citons par exemple: *Cahiers pédagogiques* : L'éducation à la citoyenneté , Supplément n° 4, octobre-novembre 1998

Débattre à l'école, n° 401, 10 février 2002 Philippe Perrenoud. Pour une vision moins naïve et moins marginale de l'Éducation à la citoyenneté in " L'éducation à la citoyenneté ", Supplément n° 4 des Cahiers pédagogiques, octobre-novembre 1998, Repris in Educateur, n° 12, 5 novembre 1998

http://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/perrenoud/php_main/php_1998/1998_24.html

Jane Mejias. L'argumentation et le débat. Principes et mise en œuvre

<http://www2.ac-lyon.fr/enseigne/ses/ecjs/argumenter.html>

⁴ Je ne sous-entends bien sûr pas que les professeurs n'aient jamais rien appris! mais que l'on s'obstine à ignorer leur besoin de formation complémentaire lorsque l'on modifie les charges que l'on fait peser sur eux.

⁵ Amartya Sen est un économiste indien hétérodoxe, qui notamment a critiqué les conceptions classiques de la richesse et de la liberté, et a renouvelé le regard sur la notion de "biens publics" et les règles de décision qui s'y rapportent. Il a reçu le prix Nobel en 1998.

⁶ Cf Amartya SEN, "*L'économie est une science morale*", La découverte, 1999 (notamment p. 109 & sq.); et aussi son remarquable article "*L'Occident n'a pas le monopole du pluralisme*", paru dans The New Republic et traduit dans Courrier international - n° 715 - 15 juillet. 2004

⁷ P. Perrenoud, loc. cit., *Former au débat et à la raison à travers les savoirs*. C'est moi qui souligne.

1er trimestre 2006
Lettre n°38
Ref. : Education
Citoyenneté

Lire aussi :
Pour une éducation civique européenne de Raymond TORAILLE
Lettre n°37 4e trim 2005